

Mme Céline Delforge (Ecolo).- Oui, mais j'ai aussi bien compris ce que certains membres de la Ville avaient en tête. J'espère qu'ils ne joueront pas avec ces aménagements pour gêner les bus articulés.

Je ne suis qu'à moitié rassurée, car des plans très précis de la Ville ont été publiés dans la presse. J'espère qu'ils ne seront pas un jour utilisés.

- *L'incident est clos.*

QUESTION ORALE DE MME FATOUMATA SIDIBÉ

À M. PASCAL SMET, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE LA MOBILITÉ ET DES TRAVAUX PUBLICS,

concernant "la politique de la STIB à l'égard des personnes transgenres".

M. le président.- La parole est à Mme Sidibé.

Mme Fatoumata Sidibé (DéFI).- J'ai récemment été interpellée par un citoyen transgenre. Comme vous le savez, les personnes transgenres, celles dont l'identité et/ou l'expression ne correspondent pas au sexe de naissance, sont régulièrement victimes de discrimination au sein de notre Région. Cette discrimination est structurelle, à savoir qu'elle est la conséquence de certaines dispositions légales ou réglementaires.

L'une des difficultés pour une personne transgenre réside, entre autres, dans l'absence de papiers d'identité conforme au nouveau physique et/ou prénom. Tel est le cas d'une personne transgenre se présentant au guichet STIB qui se voit refuser l'obtention d'une carte Mobib.

Par ailleurs, la difficulté persistera, car, au moindre contrôle STIB, cette personne transgenre devra justifier de sa qualité : le prénom indiqué sur la carte Mobib ne semblant pas correspondre à son porteur. Cette situation expose à des indécidables,

Mevrouw Céline Delforge (Ecolo) *(in het Frans).*- *Zeker, maar het stadsbestuur zou uw uitlatingen wel eens kunnen misbruiken. Ik hoop dat het de plannen die het in de pers bekendmaakte, niet uitvoert.*

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW FATOUMATA SIDIBÉ

AAN DE HEER PASCAL SMET, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET MOBILITEIT EN OPENBARE WERKEN,

betreffende "het beleid van de MIVB tegenover transgenders".

De voorzitter.- Mevrouw Sidibé heeft het woord.

Mevrouw Fatoumata Sidibé (DéFI) *(in het Frans).*- *Zoals u weet zijn transgenders in het gewest vaak het slachtoffer van structurele discriminatie ten gevolge van bepaalde wettelijke of reglementaire bepalingen.*

Een van de problemen waarmee ze geconfronteerd worden, is het ontbreken van identiteitspapieren die overeenstemmen met de nieuwe lichamelijke identiteit en/of voornaam. Om die reden werd iemand een Mobibkaart geweigerd.

Het probleem doet zich ook voor tijdens MIVB-controles, als een transgender moet uitleggen waarom de identiteit op de Mobibkaart niet lijkt te kloppen. Die toestand geeft aanleiding tot lomphigheid, discriminatie, grensoverschrijdend gedrag en zelfs geweld. In bepaalde gevallen is er zelfs sprake van inbreuken op het privéleven.

Het is nochtans niet moeilijk om een oplossing te vinden aangezien de Mobibkaart is gekoppeld aan

des discriminations, du harcèlement, voire des violences. En outre, dans ces cas, il s'agit d'une violation évidente de la vie privée. Prendre le transport en commun pour une personne transgenre relève de la bravoure, tant les difficultés et les situations de stress sont nombreuses.

Des solutions pourraient être trouvées, la carte Mobib étant liée au numéro de registre national de son propriétaire, et ce sans pour autant mettre à mal les normes de comportement des usagers contenues dans le règlement de la STIB.

Quid de la réglementation en la matière au sein de la STIB ? Quelles sont les pratiques des agents au sein de la STIB à l'attention des personnes transgenres ? Une évolution de la réglementation est-elle envisageable/envisagée pour trouver une solution à cette problématique ?

Quelles sont les plaintes qui ont été adressées auprès de la STIB pour rendre compte de ce type de discrimination ? Quel en a été le traitement ?

M. le président.- La parole est à M. Smet.

M. Pascal Smet, ministre.- Comme vous, j'ai été contacté par la personne en question. En tant que ministre flamand pour l'Égalité des chances, j'avais déjà eu l'occasion d'agir en faveur de la communauté transgenre.

Je me suis concerté avec la STIB. La problématique vaut pour les autres opérateurs de transports en commun - SNCB, TEC, De Lijn -, qui ont le même réflexe de considérer la carte Mobib comme un document légal à valeur juridique. Pour cette raison, les informations y figurant doivent correspondre à celles de la carte d'identité.

Je suis moi-même juriste. Cette position légale peut être suivie au sens strict, mais on peut aussi raisonner plus pragmatiquement. J'ai chargé la STIB de développer différentes pistes qui pourraient offrir une réelle réponse à cette problématique, afin d'aboutir à une solution uniforme pour toutes les sociétés de transport utilisant la carte Mobib.

Nous avons également mis ce point à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration de Belgian Mobility Card (BMC), la société gérant la

het rijksregisternummer van de gebruiker.

Hoe zit het met de MIVB-reglementen? Welke houding nemen de MIVB-gebruikers aan ten opzichte van transgenders? Zal de reglementering worden aangepast om dergelijke problemen te voorkomen?

Hoeveel klachten heeft de MIVB gekregen over deze vorm van discriminatie? Hoe zijn die afgehandeld?

De voorzitter.- De heer Smet heeft het woord.

De heer Pascal Smet, minister *(in het Frans).*- *De persoon in kwestie heeft mij ook gecontacteerd. De problematiek speelt ook bij de andere openbaarvervoermaatschappijen die de Mobibkaart als een wettelijk document met juridische waarde beschouwen. De informatie die wordt vermeld op de Mobibkaart, hoort overeen te stemmen met die op de identiteitskaart.*

Ik heb de MIVB gevraagd om te bekijken hoe we het probleem kunnen oplossen voor alle maatschappijen die de Mobibkaart gebruiken. We hebben het punt ook op de agenda geplaatst van de volgende raad van bestuur van de Belgian Mobility Card, het bedrijf dat de Mobibkaart beheert, en zullen een concreet voorstel doen.

Ik hoop dat we zo een praktische oplossing vinden voor de Mobibkaart en de betrokken persoon. De attitude van het MIVB-personeel moet echter ook veranderen.

Daarom heb ik de MIVB opdracht gegeven om transgenderdiversiteit op te nemen in de opleiding van de controleurs.

carte Mobib, et nous allons développer depuis Bruxelles une proposition concrète qui sera présentée au conseil d'administration en question.

J'espère que nous pourrons trouver une solution pratique pour la carte Mobib, faisant le lien tout en reconnaissant le statut de la personne en question. Mais l'attitude et la compréhension du personnel de la STIB envers les personnes transgenres constituent un autre volet important.

C'est pourquoi j'ai demandé à la STIB de prévoir dans la formation des contrôleurs une section spécifique à la diversité du genre, afin qu'ils soient informés de l'existence de personnes transgenres et qu'ils leur témoignent le respect qui leur est dû.

La situation n'est pas facile pour les personnes transgenres, peu importe l'avis personnel des contrôleurs sur la problématique. Le respect envers les clients doit être la ligne directrice dans le contact du personnel de la STIB avec le public.

Il faut aussi trouver une solution pour la carte Mobib. C'est en bonne voie, nous collaborons avec la communauté transgenre sur ce plan.

M. le président.- La parole est à Mme Sidibé.

Mme Fatoumata Sidibé (DéFI).- Je ne doute pas que ce sujet vous tienne à cœur, mais il reste beaucoup à faire. La loi de 2007 relative à la transsexualité doit être revue, tant sur le fond que sur la forme, pour être conforme au droit international tel que défini dans les principes de Jogjakarta en 2006. En 2011 et à nouveau en 2016, j'ai d'ailleurs déposé une proposition de résolution en ce sens.

Il s'agit d'un dossier pragmatique qui doit être débattu à divers niveaux. La formation et la sensibilisation sont essentielles en la matière.

Qu'en est-il des plaintes déposées auprès de la STIB ?

M. le président.- La parole est à M. Smet.

M. Pascal Smet, ministre.- Aucune plainte n'a été déposée.

Transgenders hebben het niet gemakkelijk. Respect voor de klanten moet centraal staan in het contact tussen MIVB-personeel en de klant.

De voorzitter.- Mevrouw Sidibé heeft het woord.

Mevrouw Fatoumata Sidibé (DéFI) *(in het Frans).*- *Ik twijfel er niet aan dat het onderwerp u na aan het hart ligt, maar er is nog werk aan de winkel. De wet van 2007 betreffende transseksualiteit moet in overeenstemming gebracht worden met de principes van Jogjakarta 2006.*

Het dossier moet op diverse niveaus besproken worden. Opleiding en bewustmaking zijn van essentieel belang.

Hoe zit het met de klachten die de MIVB ontving?

De voorzitter.- De heer Smet heeft het woord.

De heer Pascal Smet, minister *(in het Frans).*- *Er zijn geen klachten ingediend.*

Mme Fatoumata Sidibé (DéFI).- Plus on parle de cette question, plus les gens savent qu'ils ont des droits et qu'ils peuvent porter plainte. Il semble que la STIB ait déjà accordé une telle carte. Les pratiques varient donc.

J'attends de vous que vous dégagez rapidement une solution pour garantir le respect des citoyens, quelle que soit leur identité de genre.

- *L'incident est clos.*

QUESTION ORALE DE M. JAMAL IKAZBAN

À M. PASCAL SMET, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE LA MOBILITÉ ET DES TRAVAUX PUBLICS,

concernant "la légalité d'UberX".

M. le président.- La parole est à M. Ikazban.

M. Jamal Ikazban (PS).- Le 23 septembre dernier, le tribunal de commerce de Bruxelles déclarait l'offre de service Uber - permettant aux particuliers de jouer les chauffeurs de taxi sans avoir les mêmes obligations que les chauffeurs de taxis officiels - illégale.

Le jugement donnait 21 jours à Uber pour se mettre en conformité avec la loi ou cesser ses activités.

Compte tenu des astreintes de 10.000 euros par infraction constatée prévues par le tribunal en cas de non-respect du prononcé, Uber annonçait officiellement, la veille de cet ultimatum, qu'il mettait fin à son application UberPop sur le territoire de la Région bruxelloise.

Bien que le tribunal ait perçu la nécessité de se montrer convainquant pour couper court à toute tergiversation de la multinationale américaine, celle-ci annonça en réaction poursuivre le développement d'une offre présentée comme

Mevrouw Fatoumata Sidibé (DéFI) *(in het Frans).*- *Hoe vaker de kwestie ter sprake komt, des te meer zullen mensen beseffen dat ze een klacht kunnen indienen. Blijkbaar heeft de MIVB al ooit een transgenderspecifieke kaart uitgereikt.*

Ik verwacht van u dat u snel met een oplossing komt zodat alle burgers in hun waarde worden gelaten, ongeacht hun genderidentiteit.

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER JAMAL IKAZBAN

AAN DE HEER PASCAL SMET, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET MOBILITEIT EN OPENBARE WERKEN,

betreffende "de wettelijkheid van UberX".

De voorzitter.- De heer Ikazban heeft het woord.

De heer Jamal Ikazban (PS) *(in het Frans).*- *Op 23 september 2015 heeft de handelsrechtbank van Brussel de taxidienst van Uber, die particulieren de mogelijkheid geeft om als taxichauffeur te werken zonder dezelfde verplichtingen te moeten naleven als de officiële taxichauffeurs, onwettig verklaard. Uber kreeg 21 dagen de tijd om zijn situatie in orde te brengen of zijn activiteiten stop te zetten.*

Omdat de rechtbank een dwangsom van 10.000 euro per overtreding had vastgelegd, kondigde Uber een dag voor het ultimatum aan dat het de dienst UberPop op Brussels grondgebied stopzette.

Uber liet evenwel al snel weten dat het een alternatieve dienst in Brussel zou ontwikkelen, UberX genaamd. Voor die taxidienst doet Uber geen beroep op particulieren die optreden als occasionele chauffeurs, maar op professionele limousinechauffeurs.